



Education

Pénurie
d'enseignants
après les résultats
du concours

PAGE 12

FRANCE

Le recrutement des enseignants toujours en crise

Les lauréats des différents concours ne sont pas assez nombreux pour occuper tous les postes vacants

Rendre le métier d'enseignant plus attractif : c'est l'un des engagements pris par le ministre de l'éducation, Jean-Michel Blanquer, dans le cadre du Grenelle de l'éducation – grande messe consacrée aux conditions d'exercice de son million d'administrés, qui s'est déroulée entre octobre et mai –, dont on attend encore d'ultimes arbitrages, en matière de primes notamment, d'ici à la fin juillet.

En attendant, un indicateur en dit long sur la perception du métier : les résultats des concours de l'enseignement qui ont tous (ou presque) été communiqués, et qui, une fois encore, ne « font pas le plein », comme disent les intéressés.

L'exercice est entendu : année après année, à la mi-juillet, le ministère de l'éducation d'un côté, les syndicats d'enseignants de l'autre, sortent leurs calculatrices pour comptabiliser le nombre d'inscrits aux concours, les présents, les reçus, à l'échelle nationale et par discipline pour le capes et l'agrégation ; à l'échelle académique pour le professorat des écoles... Pour en arriver à des conclusions qui ne se recoupent pas toujours.

L'année 2021 ne fait pas exception : si, Rue de Grenelle, on salue une « tendance à l'amélioration », dans les rangs des syndicats d'enseignants, on donne au contraire l'alerte. « La crise du recrutement s'aggrave », assure-t-on au SNES-FSU, majoritaire dans les collèges et lycées. « L'attractivité du métier continue de se dégrader », souligne-t-on dans la même veine au SNUipp-FSU, majoritaire dans le primaire.

Faible niveau des salaires

Les différents protagonistes d'un débat vieux comme l'école s'accordent sur le nombre global de postes mis aux concours et restés vacants : la direction générale des ressources humaines du ministère de l'éducation les chiffre à 466 au primaire (sur 9 574 postes ouverts au concours du professorat des écoles) et à 645 dans le secondaire (sur un total de 10 600, agrégation, capes, CA-

PLP et capet réunis). Cela recoupe, peu ou prou, les calculs faits par les syndicats. Mais alors qu'on se félicite, dans l'entourage de M. Blanquer, d'un « taux de couverture à la hausse » (hormis dans les lycées professionnels où l'on acte un « recrutement beaucoup plus difficile »), on redoute, sur le terrain, que ces chiffres masquent une partie du problème.

« Au demi-millier de postes non pourvus vont automatiquement s'ajouter quelque 200 autres du fait des doubles admissions [ces aspirants enseignants qui ont passé le capes et l'agrégation, par exemple, et qui vont se désister d'un poste] », explique Sophie Venetitay, porte-parole du SNES-FSU. « On atteindra très vite 650 postes vacants, calcule-t-elle, auxquels il faudra encore ajouter des centaines de désistements de lauréats pendant l'été et de démissions d'enseignants stagiaires en cours d'année. »

« Sans doute qu'on a, dans le second degré, un peu moins de postes non pourvus que l'an dernier, mais il y a surtout eu moins de postes ouverts aux concours », observe Alain Billate, responsable du secteur formation du même syndi-

cat. C'est ce qui permet à l'institution de dire qu'elle fait mieux. » Concernant le primaire, on n'est guère plus optimiste : « En vingt ans, on a perdu 30 % de candidats, relève Guislaine David, porte-parole du SNUipp-FSU. Un tel déclin ne se rattrape pas d'un claquement de doigts... »

Dans le détail, ces grandes tendances se déclinent très différemment d'une discipline à l'autre, d'un territoire à l'autre. Dans le secondaire, les mathématiques, les lettres classiques et l'allemand (le « trio terrible », résume Jean-Rémi Girard, du syndicat Snalc) souffrent toujours du manque de candidats : 100 postes ne sont pas pourvus en maths (contre 140 en 2020), 68 en lettres classiques (82 en 2020), et 86 en allemand (109 en 2020). Au primaire, les académies franciliennes peuvent difficilement fonctionner sans le recours à des contractuels et sans l'organisation d'un deuxième concours (Versailles y a renoncé en 2021), quand d'autres, dans l'ouest ou le sud de la France, refusent des candidats.

Si la thématique de la « crise des vocations » est apparue plusieurs fois dans la longue histoire de l'école républicaine, les difficultés actuelles remontent au début des années 2010. Il devient alors obligatoire de posséder un bac + 5 (et plus seulement une licence) pour présenter les concours. C'est une des explications avancées par les spécialistes du système pour expliquer le « tarissement du vivier ». Il y en a beaucoup d'autres, à commencer par le faible niveau des salaires, les conditions de formation, les modalités de travail et d'entrée dans le métier – dont





on attend une énième réforme en 2022, avec le report du concours en fin de master 2, et non plus en master 1.

« Renoncement politique »

L'explication est aussi politique, dans l'« *effet accordéon* » et l'« *effet ciseaux* », comme disent les enseignants, liés à la succession de vagues de suppressions de postes – massives sous le quinquennat de Nicolas Sarkozy – et de créations – tout aussi massives sous le quinquennat de François Hollande, même si elles n'ont pas compensé les coupes antérieures. Historiquement, la courbe des inscrits aux concours est parallèle

à celle du nombre de postes offerts. Les deux montent et descendent, avec un retard d'environ deux ans côté candidats, a-t-on coutume de dire.

Dans l'entourage du ministre de l'éducation, Jean-Michel Blanquer, on défend aujourd'hui une « *dynamique de stabilisation* », adossée à une réforme du métier d'enseignant censée lui redonner « *tout son prestige* ». En campagne, le candidat Macron s'était engagé à réduire de 120 000 le nombre de fonctionnaires tout en « *sécurisant* » le budget de l'éducation nationale. A un an de la fin du quinquennat, les revalorisations annoncées pour 2021 (sous la forme d'une prime informatique pour tous, et d'une prime d'attractivité pour 30 % des professeurs les plus jeunes), et même celles promises en 2022 (dont on attend encore le détail), ne compensent pas la désillusion ressentie par les enseignants face à ce qu'ils dénoncent comme un « *renoncement politique* » : la loi de programmation, qui devait graver dans le marbre les augmentations pour les dix prochaines années, a été enterrée.

« *Difficile, dans ces conditions, de se projeter*, relève Pierre-Marie Rochard, du SGEN-CFDT. *L'usure professionnelle vient très tôt. On voit par exemple de jeunes collè-*

gues refuser leur poste, alors que la mobilité professionnelle est intrinsèque au métier; ça, c'est assez nouveau, et c'est un symptôme de plus d'une crise du recrutement qui s'enlise. »

Les derniers résultats du baromètre des métiers de l'UNSA, vaste consultation à laquelle participent, chaque année, près de 35 000 personnels de l'éducation, en disent long sur le rapport paradoxal à la profession : à peine plus d'un quart des personnels recommanderaient aujourd'hui à un jeune de leur entourage d'embrasser leur métier. Mais ils sont, dans le même temps, près de 8 sur 10 à se dire heureux de l'exercer, et 7 sur 10 à trouver du sens à leurs missions. « *C'est plus qu'avant la crise sanitaire* », relève-t-on au SE-UNSA ; il est vrai que celle-ci a rappelé à tous le rôle central de l'école au sein de la société. ■

MATTEA BATTAGLIA

**« En vingt ans,
on a perdu 30 %
de candidats. Un
tel déclin ne se
rattrape pas en
un claquement
de doigts »**

GUISLAINE DAVID

porte-parole du SNUipp-FSU





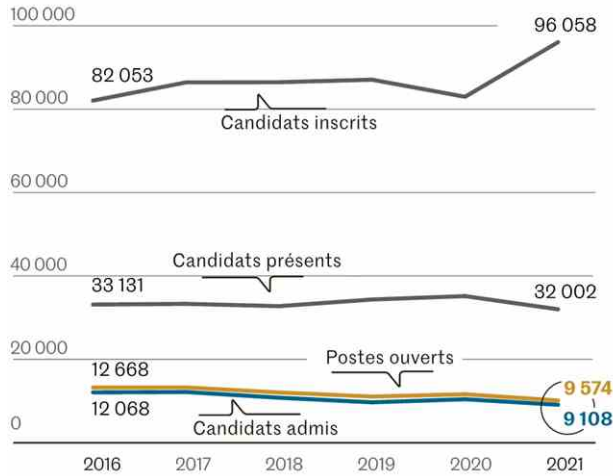
Postes vacants en 2021

Dans le premier degré, CRPF (professeur des écoles)



Evolution du recrutement sur le quinquennat

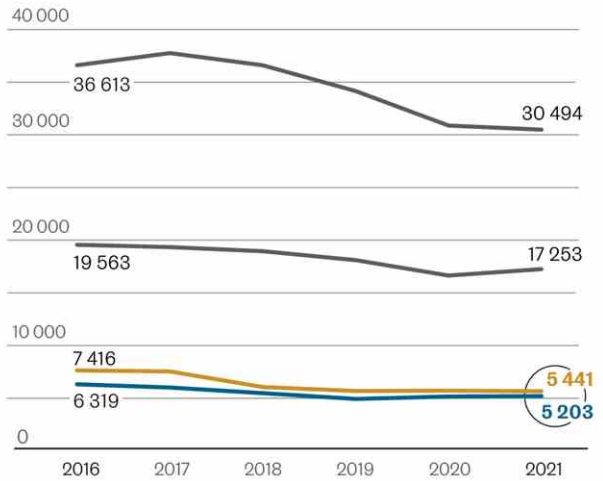
Premier degré



Dans le second degré, capes (professeur en collège et lycée)



Second degré, capes



Infographie : Le Monde • Source : ministère de l'éducation nationale

